

# **Cinq ans après la catastrophe du Rana Plaza, le Bangladesh doit conserver l'Accord sur la sécurité ayant trait aux incendies et aux bâtiments**

vendredi 1er février 2019, par [IndustriAll Global Union](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2018).

**IndustriALL Global Union engage vivement le gouvernement du Bangladesh à requérir auprès de la Haute Cour qu'elle lève son ordonnance visant à exclure l'Accord du pays à partir du 30 novembre.**

L'Accord de Transition 2018 étend le travail de l'Accord sur les mesures de sécurité ayant trait aux incendies et aux bâtiments, salutaire pour bien des vies, pour une période de trois ans ou jusqu'à ce que la propre Cellule de Coordination des Remédiations (RCC) du Bangladesh soit prête à reprendre le travail d'inspection en matière de sécurité au sein de 1.600 usines de confection.

IndustriALL, en tant que signataire de l'accord, est profondément préoccupée par le fait que la RCC ne dispose pas encore des capacités pour poursuivre le travail de l'Accord, alors que celui-ci a conduit à une spectaculaire amélioration de la sécurité au sein de l'industrie de la confection bangladaise.

Depuis qu'il a été mis en place après l'effondrement de l'usine de Rana Plaza, qui a tué plus d'un millier de travailleurs et travailleuses de la confection, l'Accord a identifié plus de 100.000 risques en matière d'incendie, de stabilité des bâtiments et de sécurité électrique, parmi lesquels 89% ont déjà trouvé remède. Plus de deux millions de travailleurs et travailleuses ont été concernés par une formation en matière de sécurité au sein de plus de 1.000 usines.

Jenny Holdcroft, Secrétaire générale adjointe d'IndustriALL, a déclaré :

*“En dépit d'immenses progrès, le travail de l'Accord n'est pas à son terme. La RCC n'est pas prête pour reprendre le système de suivi rigoureux de la sécurité actuellement mis en œuvre par l'Accord.*

*“Si l'on empêche l'Accord d'avoir un bureau au Bangladesh, il continuera à fonctionner au départ d'Amsterdam. Les dispositions juridiquement contraignantes de l'Accord de Transition signé avec les syndicats par près de 200 enseignes et de détaillants de mode de stature mondiale resteront en place.”*

Une résolution adoptée ce 15 novembre par le Parlement européen a appelé à la poursuite du travail de l'Accord du Bangladesh au-delà de la fin de ce mois et exhorté le gouvernement à prendre des mesures pour faire face à la discrimination antisyndicale, dont des actes de violence et d'intimidation qui sont devenus de plus en plus courants dans le pays.

19.11.2018

## **Les principales enseignes de la mode se joignent aux syndicats pour signer le nouvel Accord sur les mesures de sécurité ayant trait aux incendies et aux bâtiments au Bangladesh**

Les principales enseignes de la mode renforcent leurs engagements envers des chaînes d'approvisionnement mondiales responsables en se joignant au nouvel Accord sur les mesures de sécurité ayant trait aux incendies et aux bâtiments au Bangladesh.

IndustriALL Global Union, UNI Global Union, ensemble avec des représentants des marques C&A et LC Waikiki, vont annoncer ce jour l'avènement du nouvel accord lors du Forum mondial sur la conduite responsable des entreprises de l'OCDE à Paris.

À ce stade, l'accord a été signé par Kmart Australia, Target Australia, Primark, H&M, Inditex (Zara), C&A, Otto, KiK, Aldi South, Aldi North, Lidl, Tchibo, LC Waikiki, Helly Hansen, Loblaw et PVH. D'autres enseignes : Esprit, Hüren, Bestseller, Wibra, Schmidt Group, N Brown Group, PVH, Specialty Fashion Group Australia et Carrefour se sont engagées à le signer.

Cela signifie que plus d'un millier d'usines de confection bangladaises seront déjà couvertes en vertu de ce nouvel Accord. Ce nombre va encore croître à mesure que davantage d'enseignes apposeront leur signature.

Les marques signataires de l'Accord actuel sont réunies aujourd'hui à Amsterdam pour en examiner la nouvelle mouture et on s'attend à ce que la plupart la signe. IndustriALL et UNI sont signataires du nouvel Accord et quatre organisations non-gouvernementales, dont la Campagne Clean Clothes le Worker Rights Consortium, y apposeront leur signature en tant que témoins.

Cette convention, qui s'étend sur trois ans, s'appuie sur les acquis du premier Accord du Bangladesh signé en mai 2013 en réaction à l'effondrement du bâtiment Rana Plaza. Il poursuit dans la lignée de l'innovante structure légalement contraignante et de l'engagement à la transparence du premier Accord. Il y apporte également de nouvelles protections pour les travailleurs et travailleuses et permettra que bien davantage d'usines soient inspectées et rénovées, à mesure que les enseignes signataires s'adjoignent des fournisseurs.

L'effondrement du Rana Plaza en avril 2013 a coûté la vie à plus de 1.100 travailleurs et travailleuses et en a blessé 2.500 autres. Six semaines plus tard, des syndicats, des organisations non-gouvernementales et des enseignes annonçaient le premier Accord du Bangladesh. À l'heure actuelle, l'Accord concerne plus de 2,5 millions de travailleurs et travailleuses. Le nouvel Accord entrera en vigueur à l'expiration de la version de 2013, en mai 2018.

Le Secrétaire général d'IndustriALL, Valter Sanches, a déclaré :

*« L'engagement renouvelé des enseignes envers la sécurité des usines au Bangladesh est un vote de confiance pour l'Accord. Il est, au stade actuel, la seule option crédible en faveur de la santé et la sécurité au sein des usines de confection du Bangladesh. Il démontre que les relations sociales peuvent servir à sauver des vies et à améliorer les chaînes d'approvisionnement mondiales. »*

Le nouvel accord prolonge les inspections sur la sécurité des bâtiments par des experts indépendants pour une nouvelle période de trois ans au bénéfice de toutes les usines couvertes, assurant ainsi que les améliorations obtenues en vertu du premier accord seront maintenues et que de nouveaux problèmes, dans quelque usine que ce soit, seront pris en compte.

En application du premier Accord, des ingénieurs ont effectué des inspections en matière sécurité incendie, électrique et structurelle au sein de plus de 1.800 usines, y répertoriant 118.500 facteurs de risque. Soixante-neuf pourcents des facteurs de risque identifiés sur les lieux de travail au cours des vagues d'inspection de l'Accord d'origine ont trouvé remède.

Christy Hoffman, Secrétaire générale adjointe d'UNI, a déclaré :

*« Au cours des quatre dernières années, les syndicats et des organisations concernées par la sécurité des travailleurs et travailleuses ont collaboré avec des enseignes de stature mondiale au sein de l'Accord pour trouver une solution au problème paraissant insurmontable des usines dangereuses au Bangladesh. Beaucoup disaient que le changement n'était pas possible. Nous avons prouvé qu'ils avaient tort. Notre but est de créer une économie mondiale qui respecte la vie et la dignité de l'ensemble des travailleurs et travailleuses, et l'Accord est un pas important dans cette direction. L'Accord 2018 va poursuivre cette marche en avant. »*

Depuis la tragédie du Rana Plaza, l'industrie de la confection bangladaise s'est développée, avec 6,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel, et l'Accord a donc toute son importance.

Le nouvel accord met davantage l'accent sur le droit des travailleurs à s'organiser et rejoindre un syndicat, reconnaissant ainsi que l'émancipation des travailleurs est fondamentale pour assurer la sécurité sur le lieu de travail. Il reprend des protections améliorées pour les travailleurs et travailleuses dont les usines sont fermées ou délocalisées par suite de sa mise en œuvre. Il présente également la possibilité de s'étendre à des secteurs autres que l'industrie du prêt-à-porter.

Amirul Amin, de l'affilié bangladais d'IndustriALL, la Fédération nationale des travailleurs de la confection, a déclaré :

*« Je suis heureux que nous soyons convenus de prolonger l'Accord. Le Conseil des syndicats d'IndustriALL pour le Bangladesh applique une tolérance zéro aux lieux de travail dangereux qui menacent la vie des travailleurs et travailleuses. L'Accord est extrêmement important pour les travailleurs et travailleuses, qui ont maintenant connaissance des problèmes de sécurité dans leurs usines et peuvent agir pour y faire remédier. »*

29.06.2017

•

<http://www.industriall-union.org/fr/les-principales-enseignes-de-la-mode-se-joignent-aux-syndicats-pour-signer-le-nouvel-accord-sur-les>

---